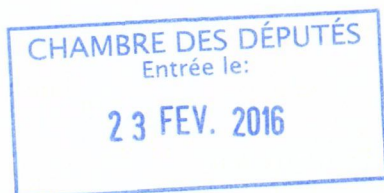




LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Sécurité intérieure

Luxembourg, le 23 -02- 2016



A  
Monsieur le Ministre  
aux Relations avec le Parlement  
p.a. Service Central de Législation  
L-2450 Luxembourg

Objet : Question parlementaire n°1808 du 11 février 2016 de Madame la Députée Nancy ARENDT

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la réponse à la question parlementaire reprise sous rubrique.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de mes sentiments très distingués.

Le Ministre de la Sécurité intérieure,

  
Etienne SCHNEIDER

Réponse de Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure Etienne SCHNEIDER à la question parlementaire n°1808 du 11 février 2016 de l'honorable députée Nancy ARENDT

L'objectif de la réorganisation territoriale proposée par la Police n'est pas de fermer des commissariats de proximité, mais d'utiliser les ressources disponibles de manière à offrir plus de sécurité, de service et une plus grande disponibilité et accessibilité au citoyen. La proposition de réorganisation est le fruit de discussions menées au sein du groupe de travail « réorganisation territoriale » dans lequel sont représentés les syndicats et associations professionnelles de la Police.

Il est apparu lors de la réunion du 1<sup>er</sup> février 2016 que les doutes de certains bourgmestres par rapport à la fusion de commissariats étaient basés sur des déclarations faites par des responsables d'un commissariat de proximité opposés à la réorganisation.

Ainsi, après avoir expliqué la valeur ajoutée de la nouvelle organisation en termes de sécurité et de service au citoyen, j'ai donné à considérer que les arguments avancés par certains fonctionnaires pouvaient être motivés par l'intérêt personnel, ce qui est parfaitement humain.